

11.2 Croissance - Productivité

Après avoir très faiblement progressé en 2008, l'économie française a subi en 2009 la récession la plus importante depuis l'après-guerre. L'activité a diminué de 2,6 % en volume en moyenne sur l'année (après + 0,2 %). Dans un contexte de récession globale, l'économie française a été pénalisée par la très vive contraction des exportations, en lien avec la chute du commerce mondial. Après les exportations, le recul de l'activité est principalement imputable à la chute de la demande des entreprises.

L'investissement de l'ensemble des agents a reculé en 2009 (- 7,1 % après + 0,5 % en 2008). Seul l'investissement des **administrations publiques** a résisté et a même légèrement crû (+ 0,5 % contre - 2,8 % en 2008) sous l'effet du plan de relance. L'investissement des ménages, constitué pour l'essentiel d'achats de logements neufs, a reculé de 8,7 % (après - 2,7 % en 2008). L'investissement des entreprises non financières s'est contracté (- 8,0 % après + 2,4 %), particulièrement en biens d'équipement et en construction.

En 2009, la **valeur ajoutée** des sociétés non financières s'est fortement repliée (- 3,9 % en valeur). Dans le même temps, la rémunération des salariés a baissé moins rapidement (- 1,4 %). L'**excédent brut d'exploitation (EBE)** des sociétés non financières a donc reculé beaucoup plus fortement que la valeur ajoutée (- 9,4 %). En conséquence, leur taux de marge a nettement diminué en

moyenne annuelle (- 1,8 point), pour s'établir à 29,8 %.

Le recul de l'activité a touché l'ensemble des branches marchandes. Il a été particulièrement marqué dans l'industrie manufacturière, dont la production a chuté de plus de 11 %, après un premier recul d'environ 2 % en 2008. Au sein de l'industrie manufacturière, la branche automobile a été la plus touchée, enregistrant une baisse de 24 %. La production dans l'industrie des biens intermédiaires a également fortement chuté (15 %). Dans les secteurs des biens de consommation et d'équipements, l'activité a, elle aussi, fléchi en 2009, mais de façon moins marquée. Le recul de l'activité a également affecté les services marchands (- 2,1 %). Bien que d'ampleur plus limitée que dans l'industrie, il est toutefois inédit depuis l'après-guerre. Dans le secteur de la construction, l'activité a baissé moins fortement mais elle est restée en repli tout au long de l'année 2009 (- 5,1 %).

Avec le fort recul de l'activité et la détérioration de la situation financière des entreprises, le marché du travail s'est fortement dégradé en 2009. Pour l'ensemble de l'économie, l'emploi a baissé de 1,2 % en moyenne annuelle. Dans les branches marchandes non agricoles, il a diminué de 2,0 %. La dégradation de la **productivité apparente du travail** par emploi s'accroît avec un repli de - 1,8 % en 2009 après - 0,7 % en 2008. ■

Définitions

Contribution à la croissance du PIB : la contribution de chacune des composantes du PIB (dépenses de consommation des ménages et des administrations publiques, investissement, variations de stocks et solde commercial) à la croissance d'ensemble résulte de l'évolution de cette composante pondérée par son poids dans le PIB.

Solde du commerce extérieur : différence entre la valeur des exportations et celle des importations entre deux pays (ou deux zones). Il peut être relatif à un produit ou à l'ensemble des échanges. Le rapport entre ces deux valeurs est appelé taux de couverture.

Administrations publiques, excédent brut d'exploitation (EBE), institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), productivité apparente du travail, produit intérieur brut (PIB), valeur ajoutée : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2010.
- « Le PIB par habitant a varié dans les États membres de 41 % à 268 % de la moyenne de l'UE27 », *communiqué de presse* n° 91, Eurostat, juin 2010.
- « Les comptes de la Nation en 2009 – une récession sans précédent depuis l'après-guerre », *Insee Première* n° 1294, mai 2010.
- « Crise de l'eurozone : dettes, institutions et croissance », *La lettre du CEPII* n° 300, CEPII, juin 2010.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

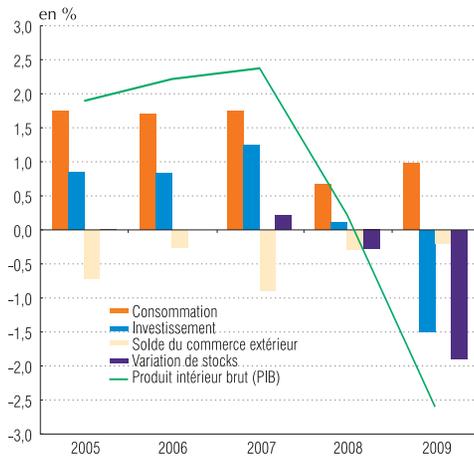
Contributions à la croissance du PIB

en %

	2007 (r)	2008 (r)	2009 (p)
Dépenses de consommation finale des ménages	1,4	0,3	0,4
Dépenses de conso. finale des adm. publiques	0,3	0,4	0,6
Formation brute de capital fixe	1,2	0,1	-1,5
Sociétés et entreprises indiv. non financières	0,9	0,3	-0,9
Sociétés et entreprises indiv. financières	0,0	0,1	-0,1
Administrations publiques	0,1	-0,1	0,0
Ménages hors entrepreneurs individuels	0,3	-0,2	-0,5
ISBLSM	0,0	0,0	0,0
Solde extérieur des biens et services	-0,9	-0,3	-0,2
Exportations	0,7	-0,1	-3,3
Importations	-1,6	-0,2	3,1
Variation de stocks	0,2	-0,3	-1,9
Produit intérieur brut	2,4	0,2	-2,6

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Contributions à la croissance du PIB en volume



Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Partage de la valeur ajoutée à prix courants

en %

	1990	2000	2009
Rémunération des salariés	57,5	57,9	58,4
Salaires et traitements bruts	41,7	42,4	43,0
Cot. sociales à la charge des employeurs	15,9	15,5	15,4
Impôts sur la production	3,8	4,7	5,1
Subventions d'exploitation	-1,1	-1,1	-1,5
Excédent brut d'exploitation	30,2	30,7	31,1
Revenu mixte brut	9,6	7,8	6,9
Valeur ajoutée brute en Mds d'euros	924,1	1 290,7	1 721,7

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Évolution de la productivité horaire apparente du travail par branche

en %

	2005	2006 (r)	2007 (r)	2008 (p)
Agriculture, sylviculture, pêche	-4,5	3,4	1,9	8,3
Industrie	3,8	2,7	1,2	-1,0
Industries agricoles et alimentaires	2,9	0,0	0,0	-3,1
Industries des biens de consommation	7,1	9,0	1,8	2,2
Industrie automobile	-4,6	-3,3	0,1	-1,2
Industries des biens d'équipement	9,7	1,7	1,0	0,3
Industries des biens intermédiaires	3,3	1,8	1,4	-2,5
Énergie	-2,1	3,9	2,0	-1,8
Construction	-0,2	-1,5	-1,2	-3,3
Services principalement marchands	1,7	3,5	-0,7	-0,7
Commerce	1,0	4,1	1,2	-0,2
Transports	5,8	3,3	1,1	-1,7
Activités financières	2,3	6,3	0,9	-1,0
Activités immobilières	-3,3	2,3	-4,1	-0,3
Services aux entreprises	0,6	4,2	-1,0	0,6
Services aux particuliers	0,9	0,0	-2,6	-3,0
Services administrés	0,1	1,5	-1,0	0,4
Éducation, santé, action sociale	-0,6	0,0	-2,0	-0,3
Administration	1,4	4,3	0,9	1,7
Ensemble	1,4	2,7	-0,3	-0,4

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Taux de croissance du PIB en volume dans quelques pays du monde

en %

Pays	2007 (r)	2008 (r)	2009	Pays	2007 (r)	2008 (r)	2009
Allemagne	2,5	1,3	-4,9	Luxembourg	6,5	0,0	-3,4
Autriche	3,5	2,0	-3,5	Malte	3,8	1,7	-1,5
Belgique	2,9	1,0	-3,0	Pays-Bas	3,6	2,0	-4,0
Bulgarie	6,2	6,0	-5,0	Pologne	6,8	5,0	1,7
Chypre	5,1	3,6	-1,7	Portugal	2,4	0,0	-2,6
Danemark	1,7	-0,9	-4,9	République tchèque	6,1	2,5	-4,1
Espagne	3,6	0,9	-3,6	Roumanie	6,3	7,3	-7,1
Estonie	7,2	-3,6	-14,1	Royaume-Uni	2,6	0,5	-4,9
Finlande	4,9	1,2	-7,8	Slovaquie	10,6	6,2	-4,7
France	2,4	0,2	-2,6	Slovénie	6,8	3,5	-7,8
Grèce (p)	4,5	2,0	-2,0	Suède	3,3	-0,4	-5,1
Hongrie	1,0	0,6	-6,3	UE à 27 pays	2,9	0,7	-4,2
Irlande	6,0	-3,0	-7,1	États-Unis	2,1	0,4	-2,4
Italie	1,5	-1,3	-5,0	Japon	2,4	-1,2	-5,2
Lettonie	10,0	-4,2	-18,0	Suisse	3,6	1,8	-1,5
Lituanie	9,8	2,8	-14,8	Turquie	4,7	0,9	(p) -4,7

Source : Eurostat.